

COVID-19 EN AUSTRALIE

CONSEQUENCES, REPRISE ET OPPORTUNITES, MAI 2020

AWEX Australasia
Suite 601 - Lvl 6
282 Oxford St
Bondi Junction - Sydney
NSW 2022 Australia
+61 2 9389 3381
sydney@awex-wallonia.com



Vincent Swinnen
Conseiller économique et commercial



Laura Mercier
Commercial Officer

Sommaire

- Au cours du premier semestre 2020, l'Australie devra faire face à sa première récession depuis 1991. L'économie va connaître une forte contraction durant cette période (PIB en baisse de 7,5%), puis une reprise en forme de "U".
- Le choc du COVID-19 ne ressemble en rien à ce que l'Australie a connu durant la période d'après-guerre.
- La fermeture des frontières. Les arrivées aux aéroports de Sydney et Melbourne ont respectivement diminué de 97% et 98% en avril par rapport aux chiffres de 2019.
- Le tourisme international à un niveau proche de zéro. Les flux migratoires internationaux seront plus limités que par le passé, ce qui pèsera sur la migration et le tourisme.
- Les exportations de produits agricoles et de ressources naturelles (60% des exportations australiennes) ont poursuivi leur croissance. Un rebond des exportations attendu pour 2021.
- Selon les estimations, 25% de la consommation des ménages est menacée par une forte baisse (14% du PIB), tandis que 50% est modérément menacée (29% du PIB).
- Les chantiers dans les secteurs de la construction sont restés ouverts mais l'avenir est incertain, tout comme les perspectives d'investissement des entreprises.
- Des conséquences sur le PIB et l'emploi : une forte contraction au deuxième trimestre (7%), des chiffres stables au troisième trimestre avant un fort rebond à partir du quatrième trimestre. Le taux de chômage devrait culminer en avril-mai autour de 10%.
- Une réponse politique forte avec un large éventail de mesures de politique fiscale : l'augmentation de l'allocation « JobSeeker », les paiements directs pour de nombreux bénéficiaires et l'introduction de l'allocation « JobKeeper ».
- Les entreprises bénéficieront également de crédits d'impôt pouvant atteindre \$100 000 AUD sur la base de leurs salaires déclarés, dont le coût total s'élève à environ 32 milliards de dollars australiens (1,6% du PIB).
- Le secteur minier pourrait permettre une reprise économique rapide.
- Les risques les plus importants se situent dans le secteur de l'immobilier. L'immigration a été un moteur essentiel de la croissance en Australie ces dernières années, en soutenant la demande de logements, de biens de consommation et de services, et d'infrastructures.
- La crise du COVID-19 peut constituer « une opportunité » pour l'Australie de se doter d'un programme de réformes économiques complet.



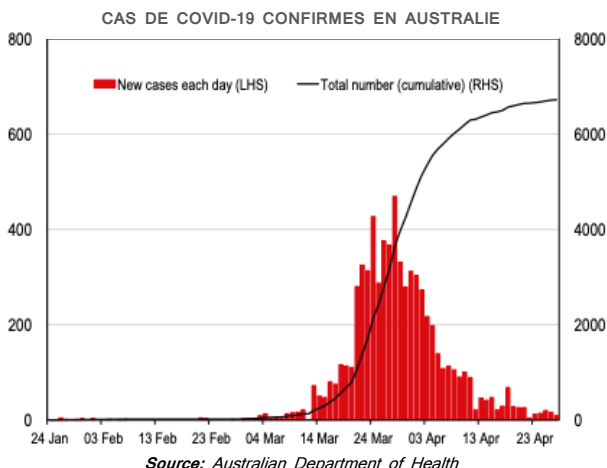
Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT

Au cours du premier semestre 2020, l'Australie devra faire face à sa première récession depuis 1991. L'économie va connaître une forte contraction durant cette période (PIB en baisse de 7,5%), puis une reprise en forme de "U".

L'Australie a réussi à ralentir considérablement la propagation du COVID-19. Le nombre de nouveaux cas enregistrés quotidiennement a diminué, passant d'un pic de près de 500 à la fin du mois de mars à seulement quelques cas aujourd'hui. Au cours du mois dernier, le taux d'augmentation journalier a chuté, passant de 35 % à seulement 0,2%. Les décideurs politiques ont alors commencé à rouvrir certains pans de l'économie dès le 27 avril. L'activité locale devrait progressivement reprendre durant le mois de mai, à condition que cette reprise n'entraîne pas une recrudescence du nombre de cas détectés.

*La
fermeture
des
frontières :
un enjeu
majeur*



Une grande partie de ce ralentissement est due à la fermeture des frontières. Les cas importés étant de loin le principal facteur d'augmentation du nombre de cas en Australie : 64% de toutes les infections à ce jour ont été acquises à l'étranger.

La transmission locale n'a jamais pu prendre son essor, notamment grâce aux mesures de distanciation sociale qui ont permis de ralentir avec succès cette propagation interne. L'impact économique des mesures mises en place commence progressivement à être ressenti dans toutes les strates de l'économie australienne.

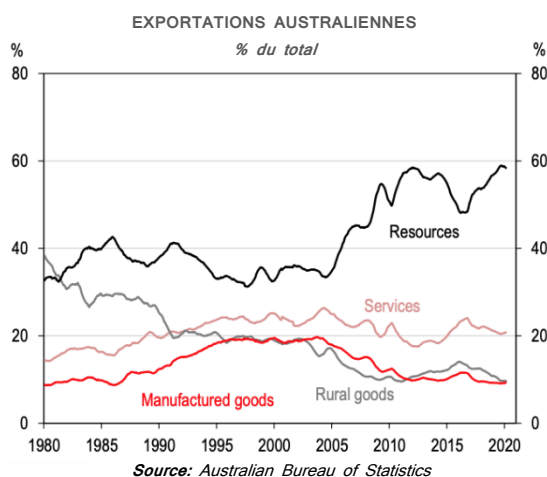
Des conséquences déjà quantifiables

Le choc du COVID-19 ne ressemble en rien à ce que l'Australie a connu durant la période d'après-guerre. L'incertitude de la chaîne d'approvisionnement et la volatilité des marchés financiers ont respectivement affecté 41 % et 44 % des entreprises. Plus de deux mois après le début de la pandémie, les conséquences négatives aux niveaux des exportations, de la consommation des ménages, du secteur de la construction ou encore des investissements des entreprises commencent à faire vaciller l'économie australienne.

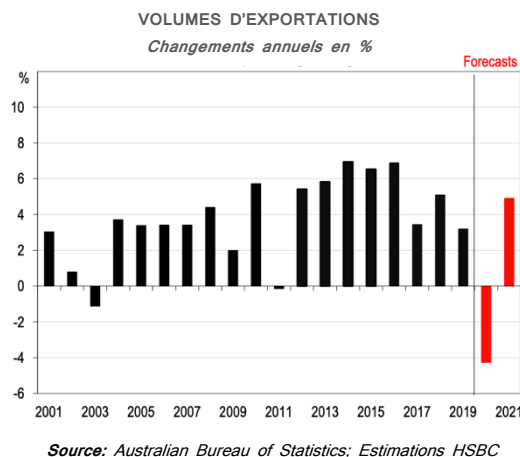
*Un rebond
des
exportations
est attendu
pour 2021*

Exportations

Les exportations de services, qui représentent environ 20 % des exportations australiennes, ont considérablement chuté en raison de la fermeture des frontières internationales. Les arrivées aux aéroports de Sydney et Melbourne ont respectivement diminué de 97% et 98% en avril par rapport aux chiffres de 2019.



A ce stade, le service exporté qui devrait être le plus touché est le tourisme international, qui représente environ 5% des exportations et 1,2% du PIB. Il devrait tomber à un niveau proche de zéro. Les exportations de produits éducatifs, de services aux entreprises et de transport devraient également diminuer drastiquement.



Du côté positif, d'après les données portuaires, les exportations de produits ruraux et manufacturés ont poursuivi leur croissance, à l'instar des exportations de ressources naturelles. Ces dernières représentent 60% des exportations australiennes. La demande chinoise en ressources minières est restée constante et les principaux États miniers, *Queensland* et *Western Australia*, ont été faiblement touchés par le COVID-19 (respectivement 20 et 7 cas en mai). Les mesures sanitaires n'ont donc pas eu le temps d'affecter les activités minières. Moins dépendants du secteur touristique et de la migration, ces États miniers joueront assurément un rôle prépondérant dans la reprise économique australienne.

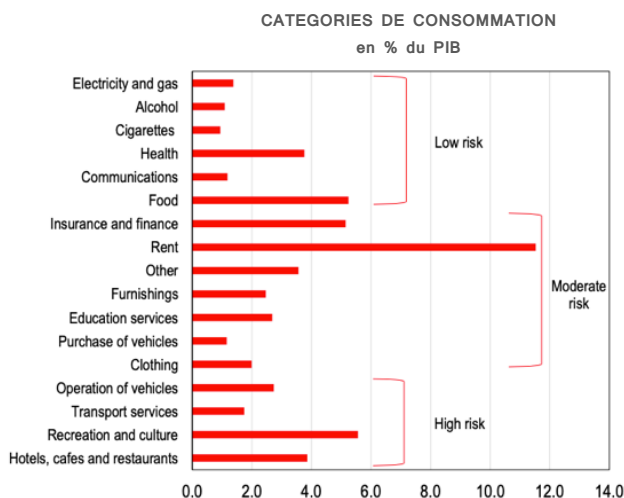
Les futures restrictions prises aux frontières australiennes détermineront principalement le niveau des exportations à venir. Elles devraient connaître une baisse générale en 2020 avant de rebondir à partir 2021.



Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT

Consommation



La consommation globale des ménages et, a fortiori la consommation de services, qui représentent 65% de cette consommation globale et 36% du PIB, s'est contractée fin mars et durant le mois d'avril.

Bien que les ventes au détail aient connu une forte hausse au mois de mars (+8,2%) par rapport à 2019, ce comportement de « stockage »

ne devrait pas se prolonger dans les mois à venir et ne suffira pas à compenser la chute de consommation dans d'autres secteurs. Les mesures de distanciation sociale ont en effet des conséquences importantes pour les restaurants, les bars et de nombreux autres établissements. Selon les estimations, 25 % de la consommation des ménages est menacée par une forte baisse (14 % du PIB), tandis que 50% est modérément menacée (29 % du PIB).

Les estimations du deuxième trimestre prévoient une baisse de 12% de la consommation des ménages par rapport au trimestre précédent. Toutefois, ces estimations dépendront largement des décisions politiques à venir, qui s'orientent vers une réouverture progressive de l'économie à partir du mois de mai. La consommation se stabiliserait ensuite au troisième trimestre avant de rebondir plus fortement par la suite.

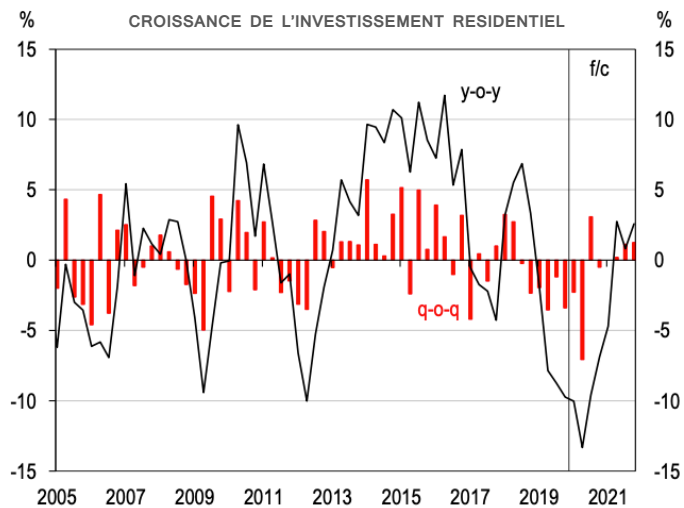
Construction

Les conséquences sur le secteur de la construction sont difficiles à évaluer. Grâce à des mesures de confinement relativement flexibles, les chantiers de construction sont restés en activité. Les enquêtes menées jusqu'à présent suggèrent une baisse importante des intentions d'investissement, bien que cela dépendra en grande partie de la levée des mesures de confinement. A noter que durant la période récente pré- COVID-19, l'investissement dans la construction de logement avait déjà chuté fortement. L'Australie a connu un grand boom de la construction de logements qui a pris fin au début de 2019. Une grande partie des nouvelles constructions consistait en des complexes d'appartements, pour répondre à la demande des investisseurs et des nouveaux ménages (y compris les nouveaux migrants et les étudiants internationaux).

*La
consommation
des ménages
se stabilisera
au troisième
trimestre 2020*

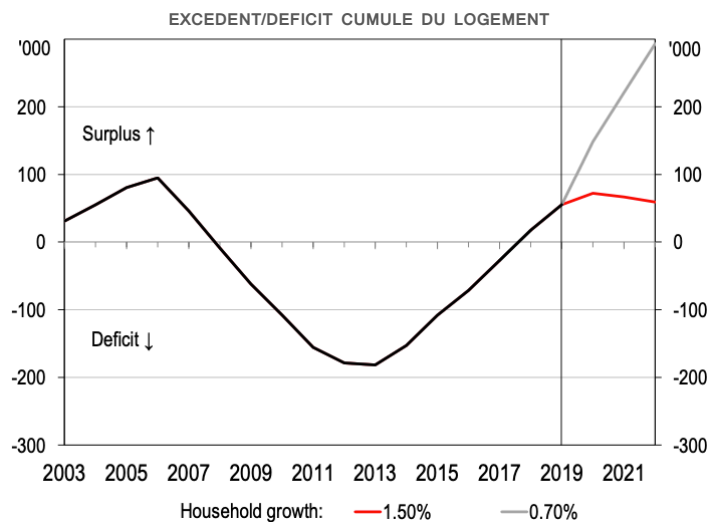
Une question clé pour les perspectives du marché du logement est de savoir quand le flux migratoire arrêté en raison de la fermeture des frontières, va reprendre ? Et, lorsqu'il reprendra, sera-t-il aussi soutenu que dans le passé récent ? Une croissance démographique faible pourrait mener à une offre excédentaire des logements au cours des prochaines années.

**Les futures
tendances
migratoires
détermineront
l'avenir du
secteur de la
construction**



Source: Australian Bureau of Statistics; Estimations HSBC

Les prévisions actuelles rapportent une baisse constante en 2020 de la construction de logements avant de se stabiliser en 2021. Il semble peu probable que la capacité de production du secteur de la construction ait été significativement affectée par le COVID-19. Les perspectives d'activité à court terme n'ont donc peut-être pas beaucoup changé. Toutefois, les perspectives à moyen terme dépendront en grande partie des tendances migratoires, qui sont incertaines à ce stade.



Source: Australian Bureau of Statistics; Estimations HSBC

Investissements des entreprises

Les perspectives d'investissement des entreprises sont très incertaines. La dernière enquête menée par l'*Australian Bureau of Statistics* sur les dépenses d'investissement, qui est antérieure au COVID-19, a montré qu'à partir de la fin de 2019, les entreprises minières et non minières prévoyaient d'augmenter leurs dépenses d'investissement au cours des deux prochaines années. La crise du COVID-19 est venu perturber ces intentions.

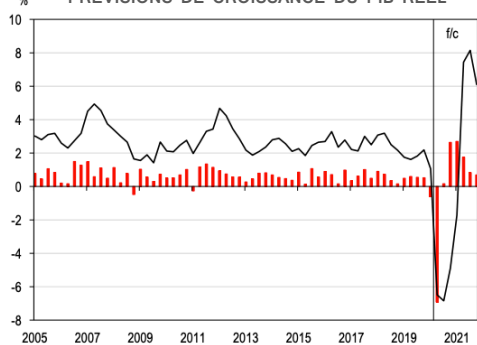
Les perspectives d'investissement dans le secteur minier devraient rester globalement positives compte tenu de la reprise en cours en Chine et de la forte demande continue de minerai de fer, de charbon et de métaux de base. Toutefois, la forte baisse des prix du pétrole devrait peser sur les perspectives d'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz.

En ce qui concerne les investissements des entreprises non minières, il est probable que la crise du COVID-19 ait pesé lourdement sur les plans d'investissement. Toutefois, la clé sera l'ampleur et la vitesse de la reprise de l'activité économique. Les prévisions actuelles suggèrent une diminution de l'investissement global des entreprises en 2020 avant une reprise modeste en 2021.

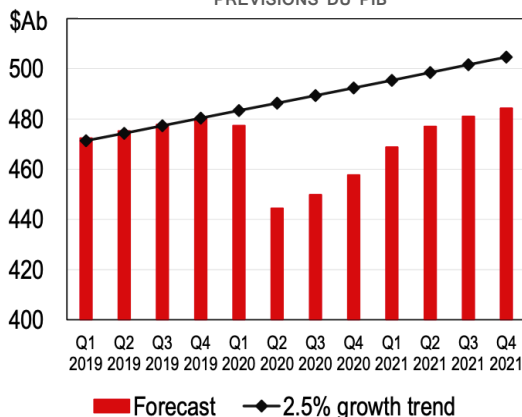
Des conséquences sur le PIB et l'emploi

Tous ces éléments auront donc des conséquences sur le PIB australien. Les prévisions concernant 2020 prévoient une modeste contraction au premier trimestre (0,5%), une forte contraction au deuxième trimestre (7%), des chiffres stables au troisième trimestre avant un fort rebond à partir du quatrième trimestre. Bien sûr, ce modèle de reprise en U est hypothétique. Il semble que l'on puisse affirmer que jusqu'en 2021, le PIB restera inférieur à ce qu'aurait été sa tendance sans la crise du COVID-19.

PREVISIONS DE CROISSANCE DU PIB REEL



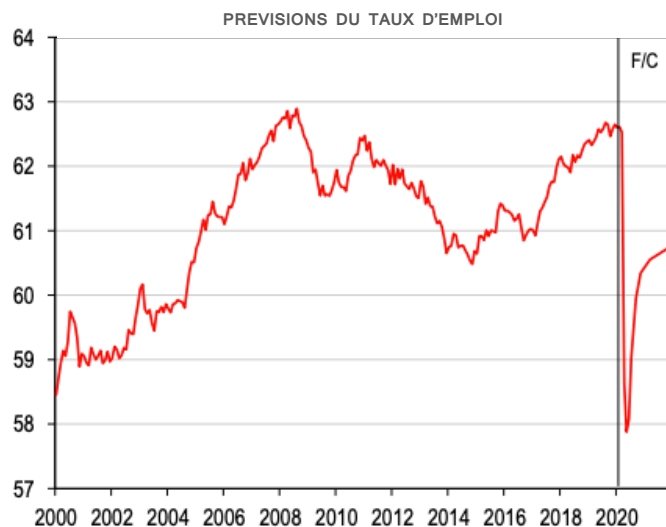
PREVISIONS DU PIB



Source: Australian Bureau of Statistics; Estimations HSBC

**Le PIB devrait
fortement
rebondir à
partir du
quatrième
trimestre**

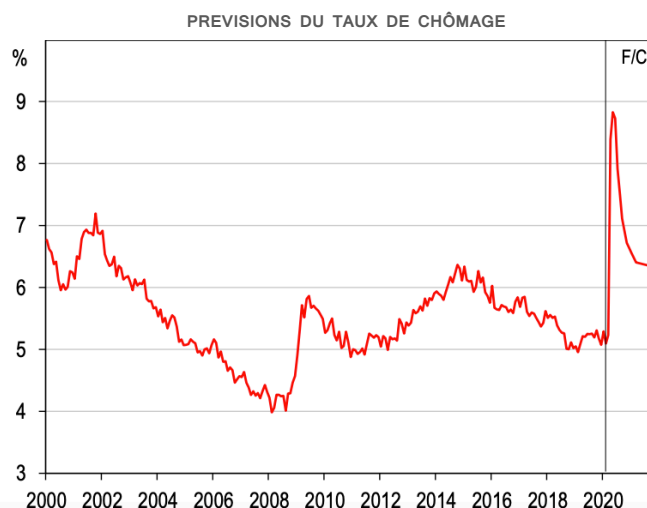
Le taux de chômage culminera à 8,5% avant de diminuer graduellement



Source: Australian Bureau of Statistics; Estimations HSBC

Des conséquences sont également à prévoir sur l'emploi. Selon les statistiques du marché du travail d'avril, le taux d'emploi devrait diminuer d'environ 4 points, ce qui équivaut à la perte d'environ un million d'emplois.

Le taux de chômage a atteint 6,2 % en avril et devrait progressivement diminuer mais restera supérieur aux niveaux observés récemment durant les deux prochaines années.



Source: Australian Bureau of Statistics; Estimations HSBC

Cette perte persistante de production et d'emplois est fondée sur la probabilité que la crise actuelle laissera des dégâts durables. Certaines des entreprises et certains des emplois qui disparaissent seront définitivement supprimés. En outre, l'économie post-COVID19 sera différente de l'économie pré-COVID-19 et il faudra du temps pour que l'économie s'adapte à ce changement structurel.

Plus important encore, les flux migratoires internationaux seront plus limités que par le passé, ce qui pèsera sur la migration et le tourisme. Cela devrait exercer une pression à la baisse sur l'inflation, qui devrait rester inférieure à la fourchette cible de 2 à 3 % de la *Reserve Bank of Australia*.

Une réponse politique forte

En réponse au COVID-19, les gouvernements australiens (fédéral et des États) ont annoncé un large éventail de mesures de politique fiscale. Une grande partie des dépenses fiscales devrait stimuler les salaires et ensuite les dépenses des ménages, et donc se répercuter sur l'économie. Parmi les éléments clés, citons l'augmentation de l'allocation « JobSeeker », les paiements directs à un large éventail de bénéficiaires et l'introduction de l'allocation « JobKeeper ».

L'allocation « JobSeeker » a été augmentée le 22 mars. Les conditions d'éligibilité ont été élargies temporairement et le montant des allocations de chômage a augmenté, le paiement ayant doublé pour atteindre \$550 AUD par semaine. Le coût total de ce programme est estimé à 14 milliards de dollars australiens (0,7 % du PIB). Des paiements directs de \$750 AUD en avril ont été annoncés le 12 mars, et un autre paiement direct de \$750 AUD, qui sera versé en juillet, a été annoncé le 22 mars. Le coût total de ces paiements est estimé à 8,8 milliards de dollars australiens (0,4 % du PIB).

Le programme de subventions salariales « JobKeeper » constitue le principal élément du paquet fiscal. Ce programme prévoit le versement de \$750 AUD par employé et par semaine aux entreprises qui ont subi une baisse substantielle de leurs ventes. En place pour une durée de six mois, le coût total est estimé à 130 milliards de dollars australiens (6,5 % du PIB).

Les entreprises bénéficieront également de crédits d'impôt pouvant atteindre \$100 000 AUD sur la base de leurs salaires déclarés, dont le coût total s'élève à environ 32 milliards de dollars australiens (1,6 % du PIB).

L'impact de la crise a déjà commencé à se faire sentir dans les comptes publics. Le solde de trésorerie de mars a affiché un déficit de \$6,1 milliards de dollars australiens, alors que le même mois de 2019 affichait un excédent de 2,6 milliards.

Cette détérioration est principalement due à un ralentissement des recettes de l'impôt sur les sociétés et des droits de douane. Les recettes ralentiront considérablement au cours des trois derniers mois de l'exercice 2019/20, et les dépenses s'accroîtront à mesure que les paiements de soutien augmenteront. En particulier, les paiements au titre du JobKeeper commenceront en mai. Les estimations prévoient un solde de trésorerie sous-jacent pour 2019/20 déficitaire d'environ 6% du PIB, tandis que pour 2020/21, le déficit pourrait encore augmenter pour atteindre environ 8% du PIB.

*Le
gouvernement
australien
soutient les
entreprises à
travers trois
mesures
principales*



Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT

Les scénarios potentiels de reprise

Étant donné l'élan de réouverture de certains pans de l'économie observé dès fin avril, du nombre de nouveaux cas extrêmement faible et d'importantes mesures de relance budgétaire mises en place, il est possible que la reprise soit plus forte que prévue.

Le secteur minier pourrait permettre une reprise économique rapide

Cette reprise pourrait également être portée par le secteur minier, comme expliqué précédemment. En effet, ces activités impliquent une activité sociale limitée, contrairement aux secteurs de la restauration, de la culture ou encore du tourisme. La reprise économique de la Chine pourrait venir soutenir ces activités et permettre aux États miniers d'être les fers de lance d'une reprise économique rapide.

Il se peut qu'à l'inverse, un scénario plus pessimiste s'impose. Il existe clairement un risque que la levée des mesures de distanciation sociale entraîne une recrudescence des nouveaux cas d'infection, ce qui pourrait signifier davantage de mesures de confinement et une faiblesse économique.

Un autre risque important pourrait être lié au fait que le choc économique entraîne la résorption d'autres déséquilibres économiques et financiers. En Australie, les risques les plus importants se situent dans le secteur de l'immobilier, étant donné le niveau élevé d'endettement qui y est associé.

L'immigration a été un moteur essentiel de la croissance en Australie ces dernières années, qui a soutenu la demande de logements, de biens de consommation et de services, et d'infrastructures. La croissance du PIB australien s'est élevée en moyenne à 2,5% par an au cours des cinq dernières années, soutenue par une croissance démographique d'environ 1,6% par an, dont 1% est dû à l'immigration. L'immigration a donc contribué à environ deux cinquièmes de la croissance économique australienne au cours des cinq dernières années. La faiblesse de la demande de logements pourrait exercer une pression à la baisse sur les prix des logements à un moment où le taux de chômage augmente et où l'endettement des ménages est élevé.

L'immobilier commercial pourrait également constituer un défi. Dans un monde post-COVID-19, la demande d'immeubles de bureaux pourrait diminuer, car davantage de personnes travailleraient à domicile. On pourrait aussi constater une baisse de la demande d'espaces de vente au détail, vu la multiplication des achats en ligne et certaines activités sociales devenant moins populaires (cinéma, théâtres, événements sportifs).



Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT

La nécessité d'une réforme

L'économie australienne était déjà languissante avant l'apparition de la COVID-19. La croissance était lente, la productivité a chuté en 2018/19, le chômage était plus élevé, l'inflation était trop faible, les investissements des entreprises étaient en baisse, il y avait des sorties nettes de capitaux et la *Reserve Bank of Australia* manquait de marge de manœuvre politique.

Le programme de réforme du gouvernement devrait se concentrer sur quatre éléments : la réforme fiscale, la politique de la concurrence, les investissements dans les infrastructures et la politique climatique et énergétique.

Une réforme fiscale est indispensable. Le système fiscal n'a fait l'objet d'aucune réforme majeure depuis l'introduction de la taxe sur les produits et services (TPS) en 2000. Le système fiscal australien est fortement orienté vers des impôts inefficaces, tels que l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur les sociétés et, au niveau des États, les droits de timbre. Bien que la TPS soit plus efficace, à son taux actuel et avec son assiette actuelle, elle génère comparativement moins de recettes.

L'investissement dans les infrastructures devra être également mis en avant, y compris dans les infrastructures liées à la santé. Une offre d'infrastructures adéquates soutient la capacité des entreprises à fonctionner. En particulier, les grandes villes australiennes sont devenues encombrées, ce qui a pesé sur la productivité.

Enfin, l'urgence mondiale provoquée par le COVID-19 démontre la nécessité de se préparer aux défis mondiaux à venir. Parmi ceux-ci se dresse la question climatique qui occupera l'attention des décideurs politiques australiens.

En conclusion, la crise du COVID-19 peut constituer « une opportunité » pour l'Australie de se doter d'un programme de réformes économiques complet.

Sources

- *Australia & NZ weekly*, Westpac Institutional Bank, 1^{er} mai 2020
- *COVID-19 Economic Assessment*, IBIS World, 5 mai 2020
- *Downunder Digest: Expecting a 'U-shaped' recovery*, HSBC, 29 avril 2020
- *Impact of COVID-19 on business in Australia*, St Georges Economics, 4 mai 2020
- *Mining states to lead the recovery*, HSBC, 11 mai 2020
- *The curse of 'The Lucky Country'*, McKinsey, 4 mai 2020

*La crise du
COVID-19 en
Australie, un
déclencheur
pour des
réformes*



Wallonia.be

EXPORT
INVESTMENT